

L'économie politique de la réforme et l'influence des conditions économiques sur le soutien aux réformes.

Une présentation de la littérature et quelques résultats empiriques sur les pays d'Europe Centrale et Orientale¹.

Abel François,

Université de Strasbourg, LaRGE et Telecom ParisTech, dep. SES et

Manuel Maleki,

Université Paris 1, LAEP

Résumé :

L'objet de cette étude est de discuter l'influence des conditions économiques sur le soutien apporté aux réformes économiques. Après avoir présenté les principaux résultats de l'économie politique de la réforme, nous proposons une analyse économétrique du soutien aux réformes engagées dans les pays d'Europe Centrale et Orientale durant les années 90. Nous mettons en évidence statistiquement la pertinence de trois éléments de la littérature. Premièrement, les effets des conditions économiques personnelles et de l'environnement des personnes influencent leur probabilité de soutien. Deuxièmement, selon qu'il s'agit de l'évaluation rétrospective (perceptive) ou prospective (anticipée), les conditions économiques ont des effets différenciés sur la probabilité de soutien. Troisièmement, l'influence des conditions économiques varie selon le statut professionnel et selon le niveau d'étude de la personne, validant ainsi l'importance de la perception des conditions économiques.

¹ Les auteurs tiennent à remercier W.Andreff et M.Maurel pour leurs commentaires constructifs d'une précédente version du papier, S.Saurugger pour sa critique science politique ainsi que les participants au second colloque du PPF « Transition » de l'université de Paris 1, notamment Patricia Vornetti et François Facchini.

1. Introduction

La question de la réforme occupe une place importante dans la gestion des politiques publiques tant du côté des décideurs que des administrés. Tantôt elle peut être présentée comme une nécessité à des fins d'adaptation à un environnement mouvant, tantôt comme le cache-misère de mutations politico-économiques plus ou moins imposées, notamment par un niveau supra-national. La source de la réforme ainsi que l'usage de sa thématique par les décideurs publics a fait l'objet de travaux nombreux et variés en science politique², mais peu d'éléments explicatifs ont été proposés concernant sa réception dans les populations concernées par les changements de politique publique. A l'opposé, la question du soutien à la réforme a été particulièrement étudiée par les économistes en particulier durant les transitions politiques et économiques qu'ont connu beaucoup de pays, à commencer par ceux d'Europe centrale et orientale. Trivialement, cette question a été abordée par les économistes à partir de la question des déterminants du soutien à la réforme parmi la population (Koromzay, 2004), ce qui permet d'expliquer pourquoi des réformes considérées comme bénéfiques pour un pays ou pour une collectivité peuvent ne pas être mises en place du moment que le soutien qu'elles obtiennent est insuffisant, et inversement pourquoi des réformes jugées néfastes ont pu être mises en œuvre.

L'ensemble des travaux traitant de cette question est regroupé dans ce qu'on appelle « l'économie politique de la réforme », qui a pour objet de mettre en évidence les logiques et les facteurs explicatifs de l'adoption ou non de réforme économique d'envergure. Héritière de l'analyse économique des choix publics, elle se focalise sur les déterminants individuels du soutien aux réformes, sous l'idée que l'adoption d'une réforme dépend directement du soutien qu'elle obtient, et que ce soutien individuel découle d'un calcul rationnel sur les avantages et les inconvénients économiques attendus de la réforme. A partir de ce point, les débats s'articulent autour de la définition de ces avantages et inconvénient pris en compte par les individus et plus précisément sur trois questions, chacune correspondant à un composant possible du calcul du soutien aux réformes. Premièrement, les individus prennent-ils en compte leur gain individuel ou prennent-ils en compte les gains pour la société ou pour une communauté à laquelle ils appartiennent ? Deuxièmement, les gains et les pertes pris en compte, qu'ils soient individuels ou collectifs, correspondent-ils à des éléments passés ou

² Notamment autour des questions du nouveau management public pour les réformes portant sur la sphère publique (voir notamment C. Hood, 2001) ou de la *path-dependence* pour des réformes plus larges (voir notamment J. Mahoney et D. Rueschemeyer, 2003).

prospectifs des effets de la réforme ? Enfin, le calcul individuel est-il affecté par des anticipations et des perceptions différenciées entre individu de ces gains et de ces coûts ?

Dans ce cadre, l'objet de ce papier est double. D'une part, il s'agit de proposer une synthèse des travaux théoriques et empiriques en économie politique de la réforme. Et d'autre part, il s'agit de procéder à une tentative de validation empirique des trois éléments du calcul individuel : type de gains et pertes pris en compte, dimension temporelle de ces gains et pertes, et différentielle de perception et d'anticipation. L'étude empirique s'appuie sur les sondages réalisés au titre de l'eurobaromètre dans les pays d'Europe Centrale et Orientale (PECO) au cours des années 90, c'est-à-dire lors de la transition économique et de ces pays.

La suite de l'article est organisée comme suit. La section suivante présente de manière synthétique les principaux résultats de l'économie politique de la réforme, résultats tant théoriques qu'empirique. Puis dans une troisième section, nous discutons des trois clivages de la littérature et sur les manières de les appréhender empiriquement. Après une présentation des données utilisées et de l'évolution du soutien aux réformes, la section quatre explicite les variables explicatives retenues et la stratégie de test. Enfin la section cinq présente et commente les résultats économétriques obtenus. Enfin la dernière section conclut l'article.

2. Une présentation des travaux de l'économie politique des réformes

L'économie politique de la réforme part d'un constat empirique simple : pourquoi certains pays ont réussi à mettre en œuvre des réformes économiques d'ampleur, alors que d'autres restent dans un *statu quo* économiquement inefficace ? Ce constat a notamment été effectué lors de la transition des pays d'Europe de l'Est vers l'économie de marché, où des différences importantes dans les vitesses de mise en place des réformes ont pu être observées. Pour répondre à cette interrogation, l'économie politique de réforme s'appuie sur des travaux théoriques qui cherchent à distinguer les mécanismes du soutien à la réforme et des travaux empiriques qui en plus de tester ces mécanismes peuvent mettre en évidence de nouveaux facteurs, de nouvelles logiques.

2.1. Les travaux théoriques en économie politique de la réforme

Les approches théoriques de l'économie politique de la réforme cherchent à expliquer les facteurs de la mise en œuvre de réformes économiques. La question n'est pas spécifique aux

pays d'Europe de l'Est, elle porte plus globalement pour l'ensemble des pays dont les structures économiques ou les politiques économiques ont été profondément modifiées.

Ces modèles se bâtissent sur des représentations de la société et plus particulièrement sur leur mode de fonctionnement. En effet, l'une des premières études, celle d'Alesina et Drazen (1991) conçoit la société comme un lieu où s'affrontent des groupes aux intérêts hétérogènes. De la résolution politique des affrontements vont émerger soit le *statu quo*, soit la réforme. Plus particulièrement, dans ce modèle de guerre d'usure, les deux auteurs imaginent deux groupes qui s'affrontent sur la répartition des coûts d'une politique de stabilisation budgétaire. Or, chaque groupe espère payer le moins possible et ; pour ce faire, il est prêt à subir des pertes dans l'espoir que ce soit l'autre groupe qui cède le premier et subisse les coûts liés à l'attente.

Ainsi, ce type de modèle explique des situations où le gouvernement ne peut pas réformer du fait de la présence de groupes d'intérêt hostiles. Hellman, en 1998, explique ainsi le blocage des réformes dans les PECO. Pour l'auteur, les groupes d'intérêt ont favorisé les réformes tant que ces dernières leur permettaient d'augmenter la rente qu'ils prélèvent sur l'économie. Une fois celle-ci maximale, ils ont bloqué le processus de réforme. Pour autant des analyses empiriques tendent à montrer que les groupes de pression ont joué un rôle somme toute minime dans le blocage des réformes (par exemple Jensen, 2003). De plus, Rodrik (1998) note que l'idée de groupes qui s'affrontent relève d'une vision très statique et ne permet pas d'expliquer pourquoi il existe des situations où il n'y a que des perdants mais où rien ne change.

Face à ce type de modèle, d'autres auteurs ont tenté d'appréhender les processus de blocage du point de vue individuel. Ainsi, Fernandez et Rodrik (1991) s'appuie sur la notion d'incertitude individuelle : cela signifie qu'il y a incertitude sur l'identité des gagnants et des perdants avant l'acceptation de la réforme. Cette incertitude sur les positions futures peut amener les agents à refuser de soutenir une réforme *ex ante* qu'ils soutiendraient *ex post*. Par conséquent, la réforme peut améliorer la situation future d'une majorité d'agents, mais elle peut être rejetée car les acteurs de l'économie ne connaissent pas leur position future. Pour mettre fin au *statu quo*, il faut déterminer des gagnants et des perdants avec certitude pour lever l'incertitude. Ce modèle fondateur va être complété par une réflexion sur la possibilité de dédommager les perdants.

En effet, le modèle de Fernandez et Rodrik (1991) explique le blocage à la réforme et non pas la décision de réforme elle-même. Au-delà de la simple solution de déterminer clairement les gagnants et les perdants, il existe la possibilité de dédommager ces derniers pour obtenir leur

soutien et limiter les signes de protestations et les activités politiques de blocage. Dur et Swank (1998) montrent alors qu'il faut des engagements crédibles, et que ces derniers ne sont pas faciles à obtenir puisque les futurs vainqueurs ont intérêt à promettre des dédommagements *ex ante* et à ne pas tenir leurs engagements, une fois la réforme acceptée. Des engagements crédibles nécessitent notamment la constitution d'institutions permettant d'assurer le dédommagement des perdants. Une des solutions proposées est la mise en place simultanée de plusieurs réformes qui assurent que les perdants à une réforme sont gagnants à une autre. Dans ce cas, tout le monde a intérêt à soutenir le processus de réforme. Cependant, l'obtention du soutien *ex ante* n'est pas suffisante pour assurer la réussite, il faut que les réformes soient effectivement implémentées et que le gouvernement ne revienne pas sur ses décisions.

Parallèlement à la notion d'incertitude individuelle, a été développée la notion d'incertitude agrégée. Elle est présente quand il y a un doute chez les acteurs sur le résultat global et final de la réforme pour l'ensemble de la société. Si l'incertitude agrégée est importante et, que les coûts de revirement sont élevés, les agents seront alors très méfiants à propos de la réforme ; il sera difficile de faire marche arrière si elle est acceptée à cause des coûts liés au retour à la situation antérieure. Ainsi, l'incertitude agrégée (Roland, 2000) accroît les difficultés à faire accepter une réforme. La combinaison des deux formes d'incertitudes va conditionner les stratégies de vitesse de mise en place des réformes (« thérapie de choc » ou gradualisme) car ces incertitudes ont une influence sur le niveau de soutien apporté par la population aux programmes de réformes (Dewatripont et Roland, 1995).

Les idées d'incertitude individuelle et agrégée ne sont pas les seules raisons avancées par les économistes pour expliquer le soutien des agents à la réforme. Une raison couramment invoquée est « l'hypothèse de crise » (Drazen et Grilli, 1993). Les agents ne vont souhaiter la réforme que si leur situation personnelle se détériore et qu'ils pensent, alors, qu'ils ont intérêt à soutenir la réforme pour amener à une augmentation de leur bien-être après sa diminution, c'est-à-dire après une crise. La crise est, donc, vectrice de réforme car elle diminue le niveau de bien-être des agents. Cependant, cette analyse se heurte au problème majeur de déterminer le niveau optimal de crise qui provoque une réforme (Rodrik, 1996, Corralès, 1998). Sans cela, « l'hypothèse de crise » consiste à supposer qu'il n'y a pas de fumée sans feu.

Parallèlement à ces travaux, d'autres auteurs analysent la question du soutien à la réforme en supposant que les individus sont sujets à des phénomènes de distorsions cognitives. Les agents ne perçoivent pas la réalité comme elle est et, dès lors, ils construisent leurs anticipations sur des bases différentes de celles des modèles précités (Rabin, 1998).

Ces différences peuvent s'expliquer par des phénomènes de croyances notamment vis-à-vis des mérites et des effets des politiques d'ajustement. Ces croyances peuvent être le fruit de la production d'information de certains groupes d'intérêt (Saint Paul, 2007) ou des interactions entre les croyances dominantes et les institutions (Duval, 2007).

De plus, les agents sont victimes de biais cognitifs qui distordent leur perception de la réalité et, qui les amènent à prendre des décisions en se fondant sur une mauvaise appréciation de celle-ci. C'est en partant de cette idée que Pernice et Sturzenegger (2003) expliquent l'échec des plans de réformes en Argentine : les gens ont mal jugé les résultats et ont été victimes de biais cognitifs ; ils ont rejeté les réformes en ne se concentrant que sur leurs aspects négatifs et en occultant tous les bienfaits qu'elles avaient produits. Le problème cognitif est aussi au cœur de l'analyse de Weyland qui, en 2002, tente de répondre aux critiques de Corralès et Rodrik à propos de « l'hypothèse de crise » en démontrant que le niveau optimal de crise est non pas un niveau universel mais propre à chaque individu. Son point de départ est de supposer que les agents prennent des risques quand ils font face à des niveaux de pertes élevés, et, au contraire, que les agents évitent de prendre des risques quand ils se situent dans le domaine des gains. Dès lors, les populations et les hommes politiques agiront et proposeront des réformes quand ils auront le sentiment de se trouver dans le domaine des pertes. Le soutien populaire aux réformes nécessite donc une crise assez grave pour pousser les agents à agir. Toutefois, l'auteur ne propose aucune mesure permettant de mettre en évidence clairement ce que peut être un niveau de pertes (et donc de crise) suffisamment élevé. Weyland développe son travail à la lumière de ce qui s'est passé en Amérique Latine. Il montre notamment que l'hyperinflation est le moteur principal des réformes puisque qu'elle pousse dans le domaine des pertes une grande majorité de la population.

2.2. Les travaux empiriques sur le soutien aux réformes économiques

Cependant, tous ces travaux théoriques sont soumis à la vérification empirique que depuis relativement peu de temps. En effet, en complément des études de cas ou de monographies, les chercheurs ont commencé à proposer des méthodes de vérifications probabilistes permettant de tester les différentes prédictions des modèles théoriques proposés. L'objectif de ces études est d'expliquer la mise en œuvre des réformes ou le soutien qu'elles ont parmi la population³.

³ Il est important de distinguer le soutien des citoyens aux réformes économiques de la problématique plus générale du soutien des électeurs aux gouvernements en place au travers du vote ou de la popularité.

Une première approche consiste, avant tout, à s'intéresser aux variables macroéconomiques et objectives (inflation, chômage etc.) comme le font Drazen et Easterly (2001) qui mènent une étude économétrique sur la période 1952-1996 portant sur plus de 150 pays. Ces auteurs cherchent à déterminer quels sont les types de crises qui conditionnent les réformes. Ils arrivent alors à la conclusion que les crises engendrées par l'hyperinflation sont celles qui provoquent le plus de réformes. Ils expliquent ce phénomène par le fait que l'hyperinflation réduit le bien-être de nombreux agents en même temps et dans des proportions importantes. Par contre, une inflation modérée et prolongée dans le temps ne provoque pas la mise en place d'un soutien populaire aux réformes.

Lora et Oliviera (2004) arrivent à la même conclusion en testant les hypothèses de la littérature théorique à propos des réformes en Amérique Latine entre 1985 et 1995. Ils bâtissent des indices pour mesurer l'étendue des réformes. Aux variables macroéconomiques ces deux auteurs ajoutent des variables politiques. Leurs résultats soutiennent principalement l'idée que la crise est un facteur déterminant dans l'adoption des réformes et qu'il existe un phénomène de « lune de miel », c'est-à-dire d'une période suivant les élections où un nouveau gouvernement bénéficie d'un soutien favorable de la part des électeurs pour mener à bien sa politique et notamment des réformes.

Toutes ces analyses s'appuient sur des données macroéconomiques : les auteurs font l'hypothèse que le comportement des agents va être dicté par l'évolution de ces données. Mais une autre manière d'aborder la question du soutien populaire aux réformes est de s'intéresser aux déterminants individuels du soutien principalement grâce à des sondages politiques.

Cette démarche a l'avantage de pouvoir s'intéresser aux comportements individuels, en tenant compte éventuellement des questions de perception, d'anticipation et de connaissance. Ces travaux complètent idéalement les résultats des contributions sur données agrégées.

En Amérique Latine, Lora, Panizza et Quispe-Agnoli (2003) se sont intéressés aux raisons qui provoquent un ralentissement, voire un arrêt des réformes. En s'appuyant sur le latinobaromètre, ils concluent que le basculement en défaveur des réformes se produit lorsque les différents acteurs de la société pensent que les réformes n'ont pas été bénéfiques. Dès lors, les hommes politiques montrent beaucoup moins d'entrain à lancer des réformes par peur de la sanction électorale ; et les citoyens s'opposent aux réformes car ils considèrent qu'elles n'ont rien apporté jusqu'à présent.

Bratton et Mattes en 2003 s'intéressent aux raisons du soutien populaire au processus de réforme en Afrique Australe à l'aide des sondages fournis par l'Afrobaromètre. Ils concluent que les individus soutiennent certains types de réformes comme les réformes des prix mais

qu'ils s'opposent à d'autres réformes comme les réformes institutionnelles. Ces résultats s'expliquent par le désir des gens de voir émerger une économie mêlant à la fois le marché et l'Etat. Les auteurs analysent ces préférences comme le résultat d'héritages culturels et sociétaux. Bratton et Mattes en concluent que les agents n'adoptent pas leurs préférences politiques sur la base de la théorie des choix rationnels, mais plutôt, par rapport à l'héritage colonial, qui aurait déterminé les structures institutionnelles des pays.

Des recherches ont également été menées dans les PECO. Les études portent soit sur un pays en particulier, comme par exemple celle de Earle et Gehlbach (2003) à propos de l'impact des privatisations sur la création de groupes électoraux soutenant la réforme en République Tchèque ; soit sur plusieurs pays en transition en même temps. Ces derniers types de travaux permettent d'avoir une vision d'ensemble dans plusieurs pays à la fois, à propos du soutien populaire aux processus de réforme.

Toujours en se fondant sur des sondages Kim et Pirtillä (2003) analysent le soutien populaire aux réformes en Europe de l'Est. Ils utilisent pour cela l'Eurobaromètre sur la période 1990-1997. Ils concluent que le soutien populaire est négativement corrélé au chômage et aux inégalités de revenus et que des conditions économiques favorables augmentent le soutien des agents au processus de réformes.

En s'appuyant également sur l'Eurobaromètre Hayo (1999) a montré que la capacité d'un Etat a conservé un niveau d'inflation faible est le seul élément agrégé ayant un impact sur le niveau de soutien des individus à la réforme. Les caractéristiques individuelles (âge, genre, revenu) ont, quant à elles, un effet significatif sur le niveau de soutien. Dans la continuation de ses travaux, Hayo (2004) a cherché à déterminer quels étaient les éléments macroéconomiques et microéconomiques qui interviennent dans le soutien populaire à la création d'une économie de marché en Europe de l'Est. Il montre qu'il existe des éléments macroéconomiques comme l'inflation, le chômage, des niveaux élevés d'inégalité ont un impact négatif sur le soutien, ce qui correspond aux résultats de Jensen (2003). Du point de vue microéconomique, la place sur le marché du travail, les situations économiques personnelles objectives et subjectives et l'orientation politique, jouent également un rôle important.

3. Les déterminants économiques du soutien à la réforme : trois éléments essentiels

La présentation rapide de l'économie politique de la réforme montre que ses développements théoriques et empiriques s'articulent autour du calcul que réalise les personnes afin de

déterminer leur soutien ou non aux réformes économiques. En d'autres termes, le soutien aux réformes est acquis si la personne estime que les gains qu'elle y associe sont supérieurs aux coûts. Toute la question réside dans les arguments du calcul. Et il apparaît que les réponses apportées se distinguent sur trois composantes de ce calcul.

Premièrement, il s'agit de connaître la composition des coûts et des gains pris en compte par les personnes dans leur calcul. Pour reprendre la distinction courante en économie du vote, nous pouvons distinguer les composantes égotropiques des composantes sociotropiques (Lewis-Beck et Paldam, 2000 et Mueller, 2003). La dimension égotropique correspond au fait que les personnes prennent en compte leur situation personnelle pour évaluer les politiques. A l'opposé, avec la dimension sociotropique, il s'agit de la situation de la collectivité qui est utilisée pour juger des politiques ; cette collectivité peut être définie administrativement (la région, le pays, etc.) ou correspondre aux groupes auxquels appartiennent les personnes. Ainsi, les développements de l'économie politique de la réforme insistent selon les modèles sur l'influence des évaluations personnelles, des évaluations au sein des groupes ou encore des évaluations macroéconomiques. Il est possible que dans les faits, les différentes dimensions sont plus ou moins prises en compte par les personnes, c'est-à-dire que l'évaluation de la réforme soit à la fois plus ou moins égotropique et plus ou moins sociotropique.

Deuxièmement, le calcul du soutien à la réforme est affecté par l'incertitude qui pèse sur les gains et coûts anticipés par les personnes. En d'autres termes, il s'agit de calculs intertemporels probabilisés, c'est-à-dire que les personnes doivent prendre en compte les chances d'occurrence de gains et de pertes pour eux-mêmes et pour leur collectivité. Ce calcul permet aux individus de savoir s'ils seront gagnants ou perdants à la mise en place de la réforme, mais également si leur pays ou leurs groupes seront gagnants ou perdants. Il s'agit typiquement d'un calcul prospectif.

Enfin, la troisième discussion apparue plus tardivement dans la littérature correspond d'une part à la perception des gains et des coûts et d'autre part à la formation des probabilités qui y sont associées. La discussion sur la perception et la formation des anticipations déplace en partie le débat vers des considérations plus larges.

Afin de tester la pertinence empirique des trois débats, il est nécessaire de revenir aux comportements effectifs des personnes face à des réformes économiques importantes. Toute la difficulté réside dans le fait que les différents éléments du calcul ne sont pas directement et explicitement observés. Dès lors nous devons avoir recours à des stratégies de test. Les

stratégies de test proposées par la suite vont être mises en œuvre en considérant le soutien individuel aux réformes économiques dans les PECO durant les années 1990.

4. Le soutien aux réformes économiques dans les PECO durant les années 1990

Notre étude s'appuie sur les sondages effectués simultanément dans plusieurs pays d'Europe Centrale et Orientale dans le cadre de l'eurobaromètre⁴. De 1990 à 1996, un sondage annuel a été réalisé dans plus d'une vingtaine de pays. Parmi l'ensemble des questions traitées figurent, d'une part, des questions récurrentes sur la perception et l'évaluation des politiques menées dans ces pays, et, d'autre part des informations concernant les caractéristiques économiques et sociodémographiques des individus. Le contenu du questionnaire, nous permet ainsi de faire émerger le soutien individuel au développement de l'économie de marché, ainsi que les principales caractéristiques sociodémographiques des répondants ; données individuelles qui peuvent être confrontées à l'environnement économique des personnes.

Une fois traitées les différences de questions selon les pays et les années de l'enquête et les réponses manquantes, notre base de données contient plus de 43,000 observations. Elle porte sur 12 pays (Bulgarie, République Tchèque, Slovaquie, Estonie, Hongrie, Lettonie, Lituanie, Pologne, Roumanie, Russie, Slovaquie et Slovénie) et sur 6 années (de 1991 à 1996)⁵.

4.1. La mesure du soutien aux réformes et son évolution

Le soutien individuel à la transition économique, et plus précisément aux réformes économiques qu'elle induit, nous est indiqué par le sentiment perçu vis-à-vis de l'instauration d'une économie de marché. En effet, à partir de la question « Ressentez-vous personnellement que la création d'une économie fondée sur le libre marché, c'est-à-dire sur des marchés qui ne dépendent pas dans une large mesure du contrôle de l'état, est une bonne ou une mauvaise chose pour le futur de votre pays ? »⁶, il est possible de mesurer le soutien de l'interviewé à la transition économique. Nous avons donc créé une variable binaire qui prend la valeur 1,

⁴ L'eurobaromètre est une structure *ad hoc* dépendante de la Commission Européenne, dont la mission réside dans la réalisation d'analyse sur l'opinion européenne (membres de l'UE et postulants) au travers de sondages réguliers et d'études plus ponctuelles. Pour une présentation de ses études, on pourra se reporter à Bréchon et Cautrès (1999).

⁵ Pour le détail des années et des pays, se reporter à l'annexe 1.

⁶ La formulation de la question est particulièrement contingente au pays. En ce sens, il s'agit du support à l'économie de marché telle qu'elle se développe historiquement dans le pays et non de l'économie de marché en tant que système économique principal.

lorsque l'individu évalue subjectivement comme « une bonne chose » la création d'une économie de marché, et zéro pour toute autre évaluation.

Si en moyenne 59% des personnes interrogées soutiennent les réformes, ce soutien est variable dans le temps et dans l'espace. On peut en effet constater que la proportion de personnes à l'intérieur de chaque pays soutenant le développement de l'économie de marché, et les réformes s'y afférant, fluctue selon l'année de l'enquête et selon le pays. Plusieurs profils par pays peuvent être même dégagés (figure 1).

Insérer Figure 1

La Bulgarie, la Hongrie, la République Tchèque, la Russie, l'Ukraine et la Lituanie connaissent ainsi une décroissance régulière du soutien aux réformes économiques, alors que seule la Roumanie a une proportion de personnes la soutenant en augmentation sur l'ensemble de la période. Enfin, l'Estonie, la Pologne, la Lettonie, la Slovaquie et la Slovénie ont un profil plutôt stable, même si ces pays ont connu une diminution durant les premières années de l'enquête.

La variable individuelle de soutien aux réformes va ainsi nous servir afin de déterminer les facteurs influençant la probabilité qu'un individu de l'échantillon soutienne les réformes économiques liées à l'instauration d'une économie de marché dans son pays. Suivant la littérature et les hypothèses émises précédemment, deux grands ensembles de déterminants peuvent être avancés pour expliquer la probabilité individuelle du soutien à la réforme économique : le premier concerne les éléments économiques, le second les caractéristiques sociodémographiques des répondants.

4.2. Les mesures des déterminants économiques au soutien du processus de réforme

Afin de mesurer l'influence de l'évaluation économique sur le soutien à la réforme, nous utilisons deux types de mesures : des mesures individuelles et des mesures agrégées.

Les mesures individuelles correspondent à l'évaluation égotropique des évolutions économiques, qu'il s'agisse d'évaluation rétrospective ou prospective. Ces mesures sont obtenues grâce à deux questions concernant la perception d'une amélioration ou non de la situation financière du ménage lors des douze derniers mois ou dans les douze prochains mois. Les deux variables sont codées de la manière suivante : en cas de perception d'une dégradation de la situation, la variable prend la valeur -1, en cas de perception d'une

amélioration, la variable prend la valeur +1, et la valeur zéro sinon. Ces deux variables permettent de prendre en compte le fait que les individus se sentent ou non gagnant économiquement dans un passé ou un futur proche. Ceci nous permet d'intégrer indirectement l'impact de la perception subjective des gains ou des pertes à la mise en œuvre des réformes économiques pour les individus.

Afin de mesurer l'influence de l'environnement économique des répondants, nous utilisons la méthode originale suivante. Nous considérons que chaque individu perçoit les évaluations de la situation économique de son environnement qui est défini géographiquement par sa région d'habitation et socialement par son secteur d'activité. Pour les trois secteurs professionnels de l'étude (secteur public, secteur privé et inactivité), pour chaque région (de chaque pays) et pour chaque année, nous avons calculé les proportions de personnes qui évaluent respectivement positivement et négativement l'évolution rétrospective ou prospective de leur situation. Nous obtenons ainsi une mesure de l'environnement économique du répondant à partir des perceptions et des évaluations des personnes proches géographiquement et professionnellement. Afin de prendre uniquement en compte les deux dimensions (évaluation positive et évaluation négative) et de manière à ce que la part des non-répondants ou des indécis ne pèse pas, nous utilisons le rapport de la proportion des évaluations positives sur la proportion des évaluations négatives.

Le choix de cette mesure de l'environnement nous démarque des études qui utilisent les données macroéconomiques publiées par les instituts statistiques afin de mesurer l'incidence sociotropique de l'économie (voir notamment Hayo 2004). Quatre raisons au moins nous ont conduits à rejeter cette dernière méthode et à en proposer une nouvelle. Premièrement, les données macroéconomiques lors de la transition économique des PECO sont peu fiables surtout lors des premières années de la décennie 1990 du fait de l'existence d'une économie grise et d'activités non déclarées quantitativement très importantes. Deuxièmement, les données macroéconomiques des instituts sont disponibles uniquement à l'échelle des pays et non des régions. Or pour les grands pays comme par exemple la Russie, il est difficile d'imaginer d'une part que la situation économique est homogène pour l'ensemble des régions et d'autre part que les répondants se réfèrent uniquement à la situation économique nationale. Troisièmement, la période de transition correspond à une période durant laquelle le fonctionnement de l'économie ne correspond pas à un fonctionnement normal d'une économie de marché. Par exemple, lors de la transition certains pays ont connu une relation positive entre le taux de croissance et le taux de chômage. Dans ce cas, il est difficile d'évaluer les effets macroéconomiques de la réforme sans poser des hypothèses fortes

concernant les préférences des agents sur l'arbitrage entre création de richesse et niveau d'emploi. Enfin l'introduction d'une mesure agrégée par pays pose des problèmes techniques concernant les méthodes d'estimation.

Au final, nous disposons donc de quatre mesures des déterminants économiques de la réforme qui se distinguent par leur dimension temporelle et par leur niveau d'agrégation (tableau 1). Ainsi, nos variables prennent en compte les dimensions égotropique et sociotropique du soutien à fondement économique aux réformes, mais également les dimensions prospectives et rétrospectives.

Insérer tableau 1

La dimension prospective tient également compte des probabilités de gains et de pertes estimées par les personnes dans un futur proche. En fait, qu'il s'agisse de la variable sociotropique ou de la variable égotropique, la dimension prospective intègre la question de la probabilité perçue des gains et des pertes.

Enfin et de manière à tester l'influence de la formation des probabilités et de la perception des gains et des coûts, nous avons choisi la stratégie suivante. Nous distinguons les personnes selon deux critères : le secteur d'activité et le niveau de formation ; ce qui définit autant de sous-populations. Les deux critères choisis sont susceptibles d'influencer la constitution des probabilités et de gains et de pertes ainsi que leur perception du fait de l'influence de la socialisation sur la perception des avantages et des inconvénients des réformes économiques. Si les effets estimés des évaluations économiques, égotropiques ou sociotropiques, sur le soutien aux réformes diffèrent entre les populations ainsi définies, nous pourrions interpréter ce résultat comme le fait que la formation des probabilités et des perceptions est particulièrement pertinente dans la prise en compte des effets économiques du soutien à la réforme.

4.3. Les autres déterminants du soutien individuel à la réforme

En plus des déterminants économiques, nous utilisons plusieurs variables permettant de caractériser l'individu et permettant de contrôler d'autres facteurs.

Tout d'abord, le répondant est caractérisé par son sexe et par son âge sous la forme du logarithme naturel.

De plus, trois *dummies* nous indique le statut professionnel de la personne. Nous avons ainsi distingué les employés du secteur public (personne travaillant dans l'administration, dans une entreprise d'état ou dans une coopérative), les employés du secteur privé (personne travaillant à son compte ou pour une entreprise à capitaux privés) et les inactifs (personne au foyer, étudiants, retraités, etc.). Étant donné que les employés du secteur public et les inactifs sont les personnes dont les revenus ou les prestations dépendent le plus des décisions publiques, et par conséquent sont le plus affectés par les réformes économiques, nous nous attendons à ce que leur soutien à la réforme soit plus faible que pour les personnes travaillant dans le secteur privé.

En plus des caractéristiques du répondant, il est nécessaire de contrôler l'appréciation qu'il porte aux autres réformes associées à la transition économique. En d'autres termes, il est important de prendre en compte l'évaluation subjective de la transition politique vers la démocratie ainsi que l'évolution générale du pays. Ainsi, nous savons si le répondant trouve que le développement de la démocratie dans son pays est insatisfaisant (valeur -1), satisfaisant (valeur +1), ou n'a pas d'idées sur la question (valeur nulle). Concernant l'évaluation de l'évolution générale du pays, sans domaine explicite du développement, nous savons si le répondant considère que son pays suit la bonne voie (valeur 1) ou la mauvaise (valeur 0).

Enfin, nous introduisons dans l'estimation des variables indicatrices pour chaque pays et pour chaque année, afin de prendre en compte, d'une part, les effets propres à chaque pays notamment et en partie la situation macroéconomique générale du pays, et, d'autre part, les éventuelles différences annuelles notamment les périodes de crise.

5. Estimations de la probabilité individuelle de soutien aux réformes économiques

Afin de tester les trois éléments du calcul du soutien à la réforme économique dans les PECO, nous menons des tests économétriques à l'aide d'un modèle *logit* d'estimation de la probabilité qu'un répondant soutienne les réformes économiques.

Dans un premier temps, nous présentons les résultats pour l'ensemble des observations, en insistant sur les effets des déterminants économiques, puis dans un second temps nous distinguons les effets de ces déterminants selon les deux caractéristiques discriminantes : le secteur d'activité et le niveau d'éducation.

Les estimations pour l'ensemble de la population sont données dans le tableau 2. Nous présentons trois spécifications : une spécification avec l'ensemble des déterminants économiques (modèle [1]), puis deux modèles où nous introduisons successivement les deux types de déterminants économiques : égotropiques (modèle [2]) et sociotropiques (modèle [3]).

Insérer tableau 2

Globalement, la qualité des régressions est satisfaisante puisque les pseudo R^2 sont relativement élevés pour des études sur données individuelles. Nous pouvons également constater la stabilité des coefficients associés aux variables selon l'introduction des variables économiques. Ainsi, le fait d'introduire ou non les variables sociotropiques ne modifie pas fondamentalement la significativité et l'ampleur des effets des variables égotropiques. Inversement, le fait d'introduire ou non les variables égotropiques accroît la significativité des effets des variables sociotropiques sans en modifier le sens ou l'ampleur. Par la suite, nous fondons nos interprétations sur le premier modèle, c'est-à-dire le plus complet où les deux types de variables sont introduits simultanément.

Avant de commenter les effets des logiques économiques, nous pouvons constater que l'âge et le fait d'être une femme diminue la probabilité de soutien aux réformes. A l'opposé, la probabilité est croissante avec le niveau de formation des personnes et avec des évaluations positives tant du développement démocratique que du développement général du pays. Enfin, il est important de noter que si les personnes du secteur public ne se distinguent pas des personnes inactives les personnes travaillant dans le secteur privé ont une probabilité de soutien beaucoup plus élevée, ce qui correspond aux effets attendus.

Concernant l'influence des déterminants économiques sur la probabilité de soutien aux réformes économiques, plusieurs remarques peuvent être faites. Premièrement, les coefficients des variables économiques ont les signes attendus. Plus la situation personnelle est évaluée positivement, ou bien plus la personne se trouve dans un environnement où les évaluations positives sont relativement nombreuses, et plus cette personne soutiendra les réformes économiques.

Deuxièmement, il apparaît que les variables égotropiques tout comme les variables sociotropiques influencent cette probabilité, même si la significativité statistique des coefficients associés aux dernières est plus faible. Les perceptions économiques, qu'elles

soient égotropiques ou sociotropiques, rétrospectives ou prospectives, ont une influence significative sur le soutien aux réformes économiques.

Troisièmement, les effets des dimensions temporelles (rétrospectives ou prospectives) sont symétriques pour les variables sociotropiques. En effet, il n'y a pas de différence significative entre les coefficients associés aux deux variables, ce qui signifie que les influences des déterminants sociotropiques prospectifs ou rétrospectifs sont identiques. En revanche, il y a une différence significative entre dimension rétrospective et prospective pour les variables égotropiques. Plus précisément, la perception prospective influence de manière plus grande la probabilité de soutien que la perception rétrospective. Nous pouvons en conclure que l'évaluation de la situation personnelle n'a pas la même incidence selon qu'elle est perceptive (orientée vers le passé) ou anticipative (orientée vers le futur), et que la projection vers le futur a plus d'influence. Ces différences entre les évaluations rétrospectives et prospectives confirment l'importance des questions d'anticipation des effets des réformes. Il nous reste à appréhender s'il existe des différences entre les individus traduisant des différences dans la formation des perceptions et des anticipations.

Ainsi, la distinction des personnes selon leur niveau de formation (tableau 3) et selon leur secteur d'activité (tableau 4) nous apporte également plusieurs enseignements. Le premier constat est que l'influence des variables égotropiques est toujours significative quel que soit le groupe de personnes considéré. De plus, il apparaît que la perception prospective pèse plus que la perception rétrospective tant lors de la discrimination par niveau d'étude que par secteur d'activité. A l'inverse, les coefficients associés aux variables sociotropiques ne sont pas toujours statistiquement significatifs. Dans la distinction par niveau de formation (tableau 3), il y a que pour la population des diplômés du secondaire qui n'ont pas achevés leurs études que les déterminants économiques sociotropiques ont une influence. De même lorsqu'on distingue les individus par secteur, il n'y a que pour les personnes du secteur public que les variables sociotropiques influent sur la probabilité de soutien, et ce, dans une dimension rétrospective. Ces différences valident, sans l'expliquer, l'idée que la perception et les anticipations des individus pèsent sur les effets des déterminants sur le soutien à la réforme, confirmant ainsi partiellement les développements récents de l'économie politique de la réforme.

6. Conclusion

A partir d'une présentation de l'économie politique de la réforme, nous avons proposé trois éléments clés pour expliquer le soutien aux réformes économiques. Trois éléments que nous avons confronté aux faits à travers une analyse du soutien aux réformes économiques durant la transition économique des PECO des années 1990.

Le premier élément porte sur le contenu des gains et des coûts pris en compte par les individus pour réaliser leur calcul de soutien à la réforme, et notamment sur la dimension personnelle ou collective des effets de la réforme. Notre analyse empirique montre que les deux dimensions jouent un rôle dans le soutien aux réformes même si la dimension égotropique est mieux fondée statistiquement.

Le deuxième élément réside dans l'opposition entre perception et anticipation de ses effets, c'est-à-dire sur le fait de savoir si les individus se réfèrent à l'évolution de la situation par rapport au passé ou par rapport à un futur anticipé pour évaluer les conditions économiques. Sur ce point, notre analyse conclue à l'influence simultanée des deux dimensions. Mais la projection dans le futur des effets de la réforme pèse plus sur la probabilité de soutien que l'évaluation passée.

Enfin le dernier élément correspond à la question de la formation des perceptions et des anticipations sur les effets économiques des réformes. Là encore, notre analyse empirique montre que les facteurs économiques ont des effets différenciés selon le niveau de formation des personnes et selon leur secteur d'activité. Ce dernier résultat, sans pour autant proposer une explication, conforte l'idée que la perception et les anticipations pèsent sur les arguments du calcul du soutien à la réforme.

La poursuite des analyses en économie politique de la réforme se situe donc certainement autour des questions de la formation des perceptions et des anticipations des gains et des coûts associés aux réformes.

Annexe : Pays et dates composant l'échantillon

	1991	1992	1993	1994	1995	1996
Bulgaria	X	X	X	X	X	X
Czech Republic	X	X	X	X	X	X
Slovakia	X	X	X	X	X	X
Estonia	X	X	X	X	X	X
Hungary	X	X	X	X	X	X
Latvia	X	X	X	X	X	X
Lithuania	X	X	X	X	X	X

Poland	X	X	X	X	X	X
Romania	X	X	X	X	X	X
Russia	X	X	X	X	X	X
Slovenia		X	X	X	X	X
Ukraine		X	X	X	X	X

Références

- Alesina, A. et Drazen, A.** (1991): “Why are Stabilizations Delayed?” *American Economic Review*, Vol. 81, n°5, pp 1170-1188.
- Bratton, M. et Mattes, R.** (2003): “Support for Economic Reform? Popular Attitudes in Southern Africa”, *World Development*, Vol. 31, n°2, February, pp 303-325.
- Bréchon, P. et Cautrès, B. (1999) *Les enquêtes eurobaromètre*, Paris : L’Harmattan.
- Corrales, J.** (1998): “Do Economic Crises Contribute to Economic Reform? Argentina and Venezuela in the 1990’s”, *Political Science Quarterly*, Vol. 112, n°4, Winter, pp 617-644.
- Dewatripont, M. et Roland, G.** (1995): “The Design of Reform Packages Under Uncertainty”, *American Economic Review*, Vol.85, n°5, December, pp 1207-1223.
- Drazen, A.** (2000): *Political Economy in Macroeconomics*, Princeton University Press, Princeton, New Jersey, 775 pages.
- Drazen, A. et Easterly, W.** (2001): “Do Crises induce Reform? Simple Empirical Tests of Conventional Wisdom”, *Economics and Politics*, Vol 13, pp 129-157.
- Drazen, A. et Grilli, V.** (1993): “The Benefits of Crises for Economic Reforms”, *American Economic Review*, Vol. 83: pp 598-607.
- Dubois, E. Fauvelle-Aymar, C. Foucault, M. et François, A.** (2003) : “L’économie du vote dans les pays en transition d’Europe de l’Est”, Premier Colloque Annuelle « PPF », la transition, Mai, 18 pages.
- Dur, R. et Swank, O.** (1998): “The Role of Governmental Agreements in breaking Political Deadlock”, *European Journal of Political Economy*, Vol 14, pp 561-572.
- Duval R.**, (2007): Le rôle de l’idéologie et des croyances dans l’économie politique, *Revue d’économie politique*, 117(4) : 593-99.
- Earle, J. et Gehlbach, S.** (2003): “A Spoonful of Sugar: Privatization and Popular Support for Reform in the Czech Republic”, *Economics and Politics*, Vol.15, n°1, March, p1-32.
- Fernandez, R. et Rodrik, D.** (1991): “Resistance to Reform Status Quo Bias in the Presence of Individual Specific Uncertainty”, *American Economic Review*, Vol. 81, n°5, pp 1146-1155.
- Hayo, B.** (2004): “Public Support for Creating a Market Economy in Eastern Europe”, *Journal of Comparative Economics*, n°32, pp 720-744.
- Hayo, B.** (1999): “Micro and Macro Determinants of Public Support for Market Reforms in Eastern Europe”, Center for European Integration Studies, Working Paper, 33 pages.
- Hellman, J.** (1998): “Winners Take All: The Politics of Partial Reform in Postcommunist Nations”, *World Politics*, Vol.50, n°2, pp 203-234.
- Hood, C.** (2001): “New Public Management”, in **Smelser, N. et Baltes, P.** (eds) (2001): *International Encyclopaedia of the Social and Behavioral Sciences*, Amsterdam: Elsevier, pp 12355-1359.
- Jensen, N.** (2003): “Rational Citizen Against Reform: Poverty and Economic Reform in Transition Economies”, *Comparative Political Studies*, Vol.36, n°9, November, pp 1092-1111.

- Kim, B. et Pirttilä, J.** (2003): “the Political Economy of reforms: Empirical Evidence from Post-Communist transition in the 1990s “, Discussion Papers, Bank of Finland, Institute for Economies in Transition, BOFIT, n°4, 27 pages.
- Koromzay, V.** (2004): “Some reflections on the Political Economy of Reform”, International Conference on Economic Reforms for Europe: growth Opportunities in an Enlarged European Union, Bratislava, Slovakia, 11 Mars, 5 pages.
- Lewis-Beck M. et Paldam M.** (2000): “Economic Voting: An Introduction.”, *Electoral Studies*, 19: 113-121.
- Lora, E. et Oliviera, M.** (2004): “What Makes Reforms Likely: Political Economy Determinants of Reforms in Latin America,” *Journal of Applied Economics*, Vol.VII, May, pp 99-135.
- Lora, E. et Panizza, U. et Quispe-Agnoli, M.** (2003): “Reform Fatigue : Symptoms, Reasons, Implications”, Article présenté à la Conférence « Rethinking Structural Reform in Latin America », Federal Reserve Bank of Atlanta, 23, Octobre, 53 Pages.
- Mahoney, James et Rueschemeyer, Dietrich** eds. (2003): *Comparative Historical Analysis in the Social Sciences*, Cambridge: Cambridge University Press.
- Mueller D.** (2003): *Public Choice III*, Cambridge (Mass.): Cambridge University Press.
- Pernice, S. et Sturzenegger, F.** (2003): “Culture and Social Resistance to Reform: A Theory about the Endogeneity of Publics Beliefs with an Application to the Case of Argentina”, Universidad Torcuato di Tella, Working Paper, October, 24 pages.
- Rabin, M.** (1998): “Economy and Psychology”, *Journal of Economic Literature*, Vol.XXXVI, pages 11-46, March.
- Rodrik, D.** (1998): “Why is Trade Reform So Difficult in Africa?”, *Journal of African Economies*, Volume 7, Suppl. 1, pp10-36.
- Rodrik, D.** (1996): “Understanding Policy Reform”, *Journal of Economic Literature*, Vol 34, n°1, Mars, pp 9-41.
- Roland, G.** (2002): “The Political Economy of Transition”, *Journal of Economic Perspective*, Vol.16, issue 1, pp29-50.
- Roland, G.** (2000): *Transition and Economics: Politics, Markets, and Firms*, MIT Press, 400 pages.
- Saint Paul, G.** (2007): Le rôle des croyances et des idéologies dans l'économie politique des réformes, *Revue d'économie politique*, 117(4) : 577-92.
- Weyland, K.** (2002): *The Politics of Market Reform in Fragile Democracies: Argentina, Brazil, Peru, and Venezuela*, Princeton University Press, USA, Princenton, 335 pages.

Figure 1 : Le soutien au développement de l'économie de marché dans les PECO de 1991 à 1996

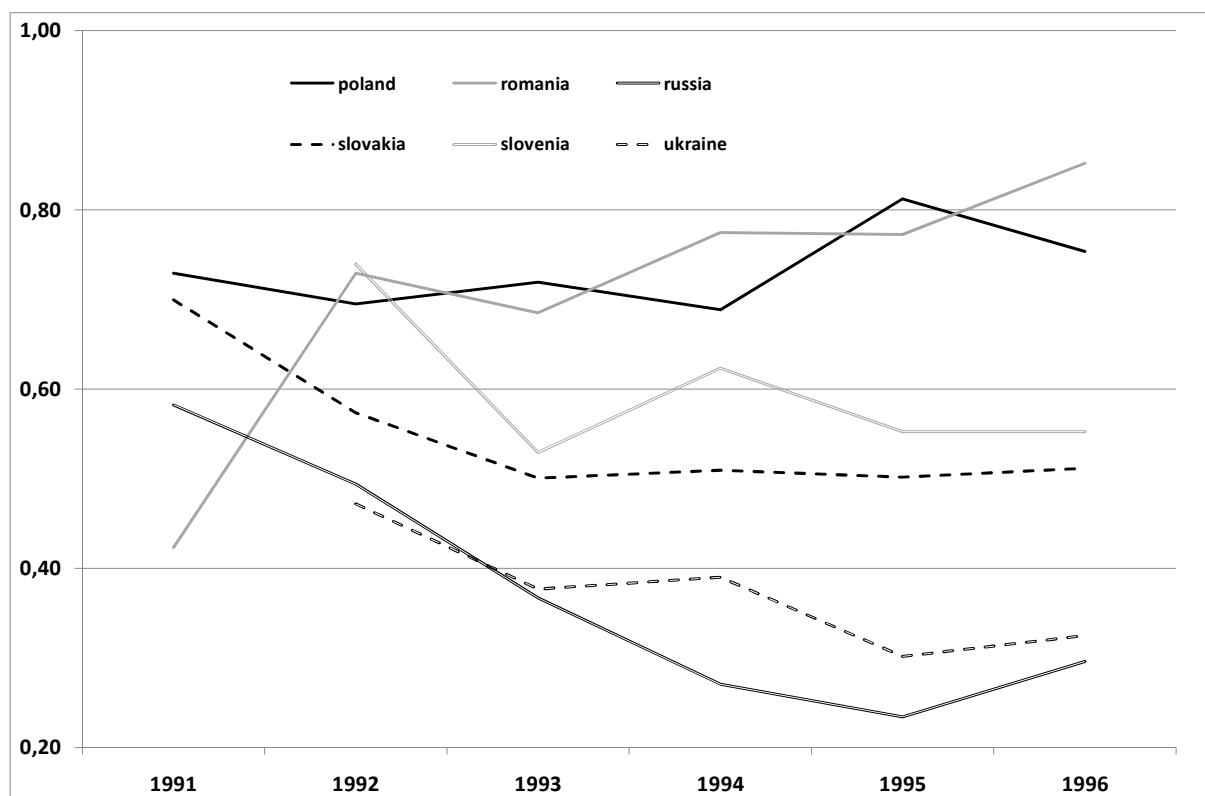
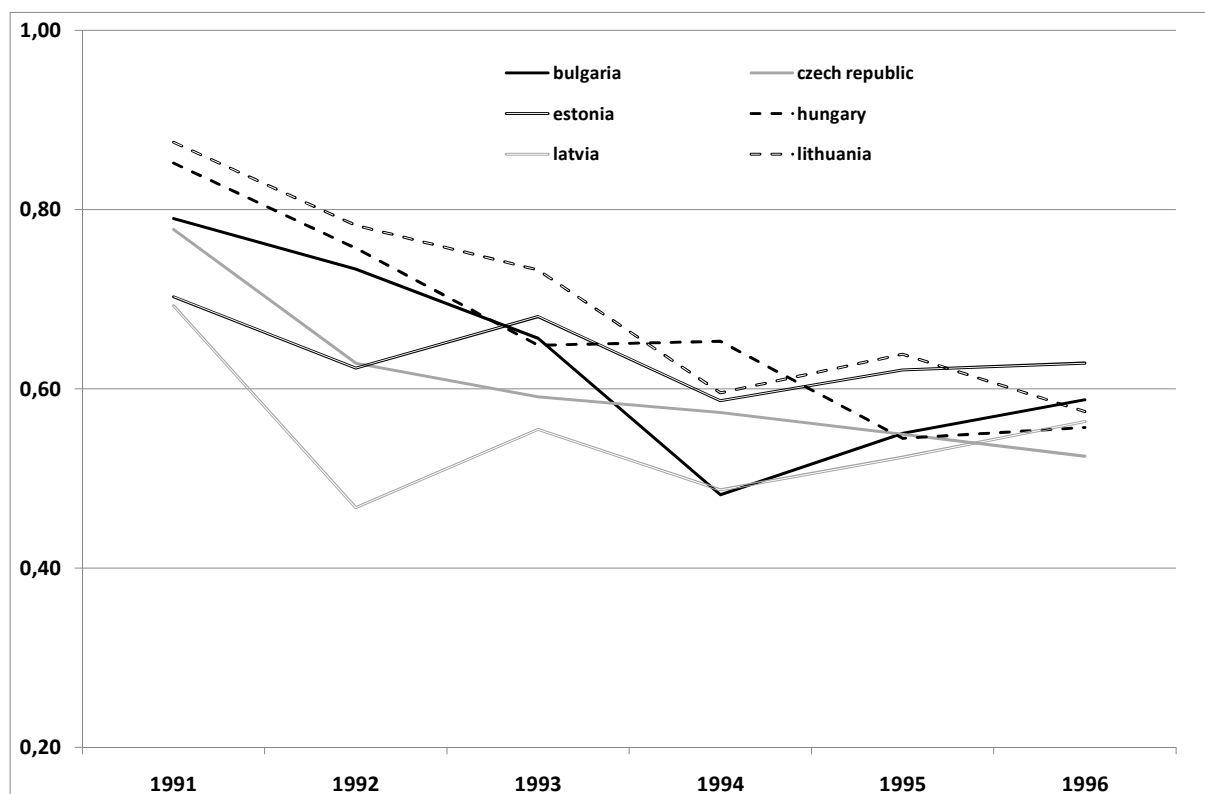


Tableau 1 : Mesures utilisées des déterminants économiques du soutien à la réforme

Variable	Support de l'évolution	Dimension temporelle	Qualité de l'évaluation
1	égotropique	rétrospective	perceptive
2	égotropique	prospective	anticipative
3	sociotropique	rétrospective	perceptive
4	sociotropique	prospective	anticipative

Tableau 2 : Estimations de la probabilité individuelle de soutien aux réformes économiques

variables indépendantes	[1]		[2]		[3]	
	OR	E.S.	OR	E.S.	OR	E.S.
Variables économiques égotropiques :						
rétrospective	1,16***	0,03	1,17***	0,03	-	-
prospective	1,30***	0,03	1,31***	0,03	-	-
Variables économiques sociotropiques :						
rétrospective	1,09*	0,05	-	-	1,14***	0,05
prospective	1,09*	0,05	-	-	1,13***	0,05
Sexe (=1 si homme)	0,81***	0,02	0,81***	0,02	0,81***	0,02
log(Age)	0,50***	0,02	0,50***	0,02	0,46***	0,01
Niveau de formation :						
Primaire et moins	Ref	-	Ref	-	Ref	-
Secondaire incomplet	1,10***	0,05	1,10*	0,05	1,08*	0,05
Secondaire complet	1,59***	0,08	1,58***	0,08	1,57***	0,07
Supérieur	2,29***	0,18	2,29***	0,18	2,29***	0,17
Secteur d'activité :						
Inactif	Ref	-	Ref	-	Ref	-
Secteur public	1,00	0,03	1,01	0,03	0,99	0,03
Secteur privé	1,09**	0,05	1,13***	0,04	1,11**	0,05
Evaluation du développement ...						
...de la démocratie	1,32***	0,03	1,32***	0,03	1,38***	0,03
...du pays en général	2,89***	0,11	2,91***	0,11	3,33***	0,13
Log du MV	-24004		-24234		-24012	
pseudo R ²	0,17		0,17		0,17	
N	43 179		43 179		43 179	

OR : odds ratio ; E-S : erreur standard ; ***, **, * signifie que le odds-ratio est significativement différent de zéro aux seuils respectifs de 1, 5 et 10%

Des variables dummies par pays et par année sont également introduites dans les estimations mais ne sont pas présentées (les résultats complets peuvent être obtenus par simple demande auprès des auteurs).

Les erreurs standards sont corrigées par la méthode des clusters à partir des regroupements par secteurs, régions et années afin de prendre en compte les perturbations de la variance des erreurs dues à la présence des variables sociotropiques agrégées.

Tableau 3 : Estimations de la probabilité individuelle de soutien aux réformes économiques par niveau de formation

	Primaire et moins		Secondaire incomplet		Secondaire complet		Supérieur	
variables indépendantes	OR	E.S.	OR	E.S.	OR	E.S.	OR	E.S.
Variables économiques égotropiques :								
rétrospective	1,17***	0,05	1,14***	0,05	1,19***	0,04	1,13**	0,05
prospective	1,40***	0,06	1,26***	0,05	1,33***	0,04	1,22***	0,06
Variables économiques sociotropiques :								
rétrospective	1,10	0,14	1,21**	0,10	1,04	0,07	1,05	0,10
prospective	1,05	0,08	1,34***	0,11	1,09	0,07	0,91	0,07
Sexe (=1 si homme)	0,82***	0,05	0,77***	0,04	0,86***	0,03	0,74***	0,06
log(Age)	0,54***	0,03	0,49***	0,03	0,50***	0,03	0,48***	0,05
Secteur d'activité :								
Inactif	ref	-	ref	-	ref	-	ref	-
Secteur public	1,04	0,09	0,96	0,06	0,99	0,04	1,00	0,09
Secteur privé	1,13	0,13	1,06	0,08	1,05	0,06	1,24*	0,15
Evaluation du développement ...								
...de la démocratie	1,43***	0,05	1,38***	0,05	1,28***	0,04	1,22***	0,05
...du pays en général	3,05***	0,21	2,81***	0,05	2,87***	0,14	2,96***	0,21
Log du MV	-4012		-5291		-10544		-4030	
pseudo R ²	0,19		0,17		0,18		0,14	
N	7138		9318		19257		7466	

OR : odds ratio ; E-S : erreur standard ; ***, **, * signifie que le odds-ratio est significativement différent de zéro aux seuils respectifs de 1, 5 et 10%

Des variables dummies par pays et par année sont également introduites dans les estimations mais ne sont pas présentées (les résultats complets peuvent être obtenus par simple demande auprès des auteurs).

Les erreurs standards sont corrigées par la méthode des clusters à partir des regroupements par secteurs, régions et années afin de prendre en compte les perturbations de la variance des erreurs dues à la présence des variables sociotropiques agrégées.

Tableau 4 : Estimations de la probabilité individuelle de soutien aux réformes économiques par secteur d'activité

variables indépendantes	inactif		Secteur public		Secteur privé	
	OR	E.S.	OR	E.S.	OR	E.S.
Variables économiques égotropiques :						
rétrospective	1,23***	0,04	1,08**	0,04	1,17***	0,05
prospective	1,32***	0,04	1,30***	0,04	1,28***	0,06
Variables économiques sociotropiques :						
rétrospective	0,96	0,09	1,28**	0,15	1,07	0,08
prospective	1,13	0,09	1,06	0,08	1,05	0,08
Sexe (=1 si homme)	0,83***	0,02	0,78***	0,03	0,82***	0,05
log(Age)	0,48***	0,02	0,57***	0,04	0,56***	0,06
Niveau de formation :						
Primaire et moins	Ref	-	Ref	-	Ref	-
Secondaire inachevé	1,11*	0,06	1,02	0,09	1,16	0,15
Secondaire complet	1,60***	0,08	1,56***	0,12	1,55***	0,19
supérieur	2,37***	0,22	2,15***	0,18	2,45***	0,48
Evaluation du développement ...						
...de la démocratie	1,31***	0,03	1,32***	0,05	1,33***	0,05
...du pays en général	3,00***	0,13	2,73***	0,16	2,93***	0,23
Log du MV		-11871		-8506		-3580
pseudo R ²		0,19		0,15		0,15
N		21354		15181		6644

OR : odds ratio ; E-S : erreur standard ; ***, **, * signifie que le odds-ratio est significativement différent de zéro aux seuils respectifs de 1, 5 et 10%

Des variables dummies par pays et par année sont également introduites dans les estimations mais ne sont pas présentées (les résultats complets peuvent être obtenus par simple demande auprès des auteurs).

Les erreurs standards sont corrigées par la méthode des clusters à partir des regroupements par secteurs, régions et années afin de prendre en compte les perturbations de la variance des erreurs dues à la présence des variables sociotropiques agrégées.